



2019/278

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté instaurant une zone à circulation restreinte à Thiais

LE MAIRE DE THIAIS,

- Vu la directive 2008/50/CE du Parlement Européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-4-1, L.2521-1, R.2213-1-0-1, L.2212-2 et L.2213-2,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles L.318-1, R.311-1, R.318-2, R.411-8, R.411-19-1 et R.433-1,
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 241-3-2
- Vu le Code de l'Environnement et notamment son article, L123-19-1
- Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,
- Vu le décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air transposant la directive 2008/50/CE,
- Vu le décret n°2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte,
- Vu l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules,
- Vu l'arrêté du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route,
- Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 relatif à la modification de la signalisation routière
- Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2016-01383 du 19 décembre 2016 relatif aux procédures d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution en région Ile-de-France ;
- Vu l'arrêté inter-préfectoral IDF-2018-01-31-007 du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Île-de-France pour la période 2018-2025,
- Vu le rapport d'AIRPARIF relatif à la qualité de l'air dans la Métropole du Grand Paris en 2017,
- Vu l'étude d'AIRPARIF remise en décembre 2018 justifiant la création d'une zone à circulation restreinte établie conformément aux dispositions des articles L.2213-4-1 et R.2213-1-0-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération du Conseil de la Métropole du Grand Paris CM2018/11/12/11 sur la mise en place de la zone à faibles émissions métropolitaine (engagement et rôle de la Métropole du Grand Paris pour un déploiement à compter de juillet 2019),
- Vu la délibération du Conseil de la Métropole du Grand Paris CM2018/11/12/12 sur l'adoption du plan climat air énergie métropolitain,
- Vu la convention avec la Métropole du Grand Paris relative à l'accompagnement de la consultation dans le cadre de la mise en place de la zone à faibles émissions métropolitaine,
- Vu l'accord sous réserve du Préfet de département du Val-de-Marne en date du 21 mai 2019,
- Vu les avis recueillis dans le cadre de la consultation s'étant déroulée du 25 février au 25 avril 2019 conformément aux dispositions des articles L.2213-4-1 et R.2213-1-0-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- Vu les avis recueillis dans le cadre de la mise à disposition du projet au public prévue au III de l'article L.2213-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui s'est déroulée du 13 mai au 18 juin 2019,
- Considérant le caractère cancérigène certain de la pollution atmosphérique établi par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé dans son rapport du 17 octobre 2013,
- Considérant les conclusions du rapport « Données relatives aux aspects sanitaires de la pollution atmosphérique » remis par l'OMS à la Commission européenne en juillet 2013 dans le cadre de la révision de la directive 2008/50/CE sur le lien entre l'exposition au dioxyde d'azote et des effets néfastes sur la santé à court terme,
- Considérant que la Commission européenne a adressé des mises en demeure à la France les 23 novembre 2009 et 21 février 2013 pour dépassement des seuils maximaux de concentration de particules fixés par la directive 2008/50/CE,
- Considérant l'arrêt rendu ClientEarth n°C-404/13 par la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 novembre 2014 jugeant que le respect des valeurs limites de dioxyde d'azote dans l'atmosphère constitue une obligation de résultat pour les Etats membres,
- Considérant que la Commission européenne a saisi la Cour de Justice de l'Union européenne d'un recours contre la France le 17 mai 2018, pour dépassement des valeurs limites de NO2 dans douze zones dont Paris,
- Considérant que les concentrations mesurées en dioxyde d'azote et en particules PM10 et PM2.5 dépassent de façon répétée dans la Métropole du Grand Paris les seuils réglementaires fixés par la directive 2008/50/CE et atteignent, pour le dioxyde d'azote, jusqu'au double du seuil réglementaire d'après les relevés d'AIRPARIF,
- Considérant la part significative du trafic routier régulièrement constatée par AIRPARIF dans les émissions de polluants en région Ile-de-France, notamment le dioxyde d'azote et les particules fines (PM₁₀ et PM_{2,5}),
- Considérant que la directive 2008/50/CE susvisée indique que des mesures destinées à limiter les émissions dues aux transports grâce à la planification et à la gestion du trafic peuvent être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés,
- Considérant que le plan de protection de l'atmosphère pour l'Île-de-France cite la création de zones à circulation restreinte comme l'action ayant l'impact le plus important avec des effets rapides sur l'amélioration de la qualité de l'air,
- Considérant que tant au regard du maillage des voies et de la densité de circulation existante dans la Métropole du Grand Paris, qu'au regard de l'objectif poursuivi d'amélioration significative de la qualité de l'air dans la Métropole du Grand Paris, il apparaît souhaitable de restreindre la circulation des véhicules les plus polluants,
- Considérant la nécessité d'adopter une mise en place graduée sur des plages horaires limitées de mesures de restrictions de circulation afin de permettre une transition progressive du parc de véhicules circulant dans la Métropole du Grand Paris vers des catégories moins polluantes,
- Considérant que cette mise en œuvre progressive a été adoptée par délibération du Conseil métropolitain le 12 novembre 2018, avec une première étape au 1^{er} juillet 2019,
- Considérant que l'étude d'impact publiée par AIRPARIF prévoit que la création de la zone à faibles émissions métropolitaine sur le périmètre de l'intra A86 interdisant les véhicules non classés et « Crit'Air » 5 entraîne une baisse d'émission de l'ensemble des polluants atmosphériques et une diminution des émissions de gaz à effet de serre à court terme,
- Considérant que les investissements nécessaires à la transformation ou au renouvellement de certains véhicules aux fonctionnalités spécifiques seraient excessifs par rapport aux objectifs d'amélioration de la qualité de l'air poursuivis,
- Considérant que les investissements nécessaires pour la mise aux normes de certains types de véhicules nécessitent un délai pour la prise en compte des nouvelles mesures par les professionnels,

ARRETE

ARTICLE 1 : Une zone à circulation restreinte est créée à compter du 16 juillet 2019 pour une durée de 3 ans sur l'ensemble des voies de la commune de Thiais, et à l'exception de celles listées en annexe au présent arrêté.

La circulation y est interdite pour les véhicules appartenant aux catégories « non classés » et 5, conformément à la classification établie par l'arrêté du 21 juin 2016 susvisé :

- Deux roues, tricycles et quadricycles à moteur, du lundi au vendredi de 8h à 20h, exceptés les jours fériés ;
- Voitures, du lundi au vendredi de 8h à 20h, exceptés les jours fériés ;
- Véhicules utilitaires légers, du lundi au vendredi de 8h à 20h, exceptés les jours fériés ;
- Poids lourds, autobus et autocars, tous les jours de 8h à 20h.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables sous réserve des mesures plus contraignantes mises en place en application de l'arrêté interpréfectoral du 19 décembre 2016 susvisé.

ARTICLE 2 : La mesure instaurée à l'article 1^{er} ne s'applique pas aux véhicules pour lesquels l'accès à la zone à circulation restreinte ne peut être interdit, tels que listés à l'article R. 2213-1-0-1 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 3 : La mesure instaurée à l'article 1^{er} ne s'applique pas :

- Aux véhicules affectés aux associations agréées de sécurité civile, dans le cadre de leurs missions, munis d'un document fourni par l'association prouvant leur qualité ;
- Aux véhicules des professionnels effectuant des opérations de déménagement munis d'une autorisation délivrée par l'autorité compétente ;
- Aux véhicules d'approvisionnement des marchés, disposant d'une autorisation délivrée par une commune d'Ile-de-France, et dans le cadre exclusif de l'approvisionnement des marchés ;
- Aux véhicules frigorifiques dont le certificat d'immatriculation porte la mention FG TD ;
- Aux véhicules citernes dont le certificat d'immatriculation porte les mentions CIT ou CARB ;
- Aux véhicules spécialisés non affectés au transport de marchandises tel que définis à l'annexe 5 de l'arrêté du 9 février 2009 susvisé, portant la mention VASP sur le certificat d'immatriculation ou VTSU sur la carte grise, à l'exception des autocaravanes ;
- Aux convois exceptionnels au sens de l'article R.433-1 du Code la Route munis d'une autorisation préfectorale ;
- Aux véhicules dont le certificat d'immatriculation porte la mention « collection » ;
- Aux véhicules de plus de 30 ans d'âge utilisés dans le cadre d'une activité commerciale à caractère touristique, munis du K-Bis de la société détaillant cette activité ;
- Aux véhicules utilisés dans le cadre d'événements ou de manifestations de voie publique de type festif, économique, sportif ou culturel, faisant l'objet d'une autorisation d'utilisation du domaine public, à l'exclusion des véhicules personnels des organisateurs et des participants ;
- Aux véhicules utilisés dans le cadre de tournages faisant l'objet d'une autorisation ;
- Aux véhicules affectés à un service public, dans le cadre d'interventions ponctuelles, munis d'un ordre de mission.

ARTICLE 4 : Les documents prouvant l'appartenance à l'une des catégories détaillées à l'article 3 du présent arrêté doivent être affichées de façon visible derrière le pare-brise du véhicule et, dans le cas des mentions inscrites au certificat d'immatriculation, être présentés en cas de contrôle.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services, le Chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à THIAIS, le **11** **JUIL. 2019**



LE MAIRE,
ice-Président de l'Etablissement Public
Territorial Grand-Orly Seine Bièvre

Richard DELL'AGNOLA

Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage pour les actes réglementaires ou de sa date de notification pour les actes individuels.

ANNEXE : LISTE DES RUES EXCLUES

- Avenue du 25 Aout 1944
- Autoroute A 86
- Rue des Acacias
- Rue Adrien Tessier
- Rue Albert CAMUS
- Allée Albert de Dion
- Rue Alexandre Darracq
- Rue des Alouettes
- Rue Amédée Bollé
- Allée Anne-Marie Javouhey
- Rue Arpents des Quinze
- Villa des Aubépines
- Rue des Aubépines
- Esplanade Auguste Perret
- Rue Auguste Renoir
- Rue Babeuf
- Rue du Bas Marin
- Sentier des Buademonts
- Rue des Baudemonts
- rue des Beaudemons
- Rue du Bel-Air
- Avenue de Bretagne
- Rue Buffon
- Chemin de la Buttes Arpèges
- Chemin du Canon
- Voie des des Castors
- Rue des Catalpas
- Rue des Cédres Bleus
- Rue des Cerisiers
- Rue des Charmes
- Chemin Chemin Martray
- Allée Chenard et Walcker
- Rue Chèvre d'Autreville
- Ruelle Chicou
- Rue Claude Monet
- Allée Clément-Bayard
- Avenue du Colonel Fabien
- Allée Cottin-Desgouttes
- Rue du Courson
- Rue de la Couture du Moulin
- Voie David
- Allée Delaunay-Belleville
- Ruelle Devince
- Allée du Docteur Albert Schweitzer
- Rue du Docteur Marie
- Rue John Dos Passos
- Rue des Douviers
- Rue Dupuy-Crouzet
- Rue Emile Mors
- Rue Edgar Quinet
- Rue Edouard Delamare Deboutteville
- Rue de l'Egalité
- Rue de l'Egalite Prolongé
- Rue des Eglantiers
- Rue Emille Levassor
- Rue des Erables
- Rue Ernest Hemingway
- Rue de l'Espérance
- Rue d'Estienne d'Orves
- Rue Ettore Bugatti
- Rue F.Scott Fitzgerald
- Villa des Fleurs
- Rue du Four
- Rue de la Fraternité
- Rue Gabriel Péri
- Rue Gabriel Voisin
- Rue de la Galaise
- Avenue Gambetta
- Rue Gary Romain
- Square du Gasselet
- Rue Gaston Lebeau
- Place du Général Leclerc
- Rue du Général Vauflaire
- Rue Georgeon
- Avenue Georges Halgoult
- Rue Georges Irat
- Rue Georges Risler
- Allée des Glycines
- Rue des Grands Champs
- Rue Gustave Leveillé
- Allée du gymnase Shumann
- Rond Point des Halles
- Place du Hameau
- Rue des Hauts Flouviens
- Rue Helène Muller
- Rue Henri Brasier
- Allée Henri Matisse
- Rue Henry Miller
- Chemin Herbu
- Rue Hippolyte Panhard
- Avenue Hoche
- Rue du Huit Mai 1945
- Voie d'Isolement déviée A.86
- Voie d'Isolement EST
- Allée d'Isolement SUD OUEST
- Allée Jack London
- Rue Jean Jaurés
- Sentier Jean Jaurès
- Passage Jean Jupillat
- Rue Jean Jupillat
- Rue Jean Moulin
- Rue Jean-François Marmontel
- Rue Jeanne d'Arc
- Allée John Fante
- Rue John Steinbeck
- Rue Joseph Simon

- Rue Jules Alexis Gourié
- Rue Julian Grimau
- Voie Katia et Maurice Kraft
- Chemin Lateral au Chemin de Fer
- Avenue Léon Marchand
- Mail léon Marchand
- Rue Léon Serpollet
- Rue de la Liberté
- Rue des Lilas
- Rue de Lorraine
- Rue Louis Delage
- Rue Louis Duperrey
- Rue Lucien Rosengart
- Rue des Magnolias
- Rue Marcel Bierry
- Rue Marcel Dadi
- Place du Marché
- Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
- Avenue du Maréchal de-Lattre-de-Tassigny
- Avenue du Maréchal Foch
- Rue Mark Twain
- Sentier du Martin
- Rue Maurepas
- Rue des Mélezes
- Rue des Mésanges
- Allée de Monaco
- Voie du Moulin (Rural N°2)
- Rue des Myosotis
- Allée de Normandie
- Voie Nouvelle
- Chemin du Noyer Grenot
- Rue du Noyer Grenot
- Rue des Oeillets
- Rue des Oliviers
- Rue du Onze Novembre
- Rue des Ormes
- Sentier des Orvilliers
- Rue des Orvilliers
- Rue de la Paix
- Passage du Panorama
- Sentier du Paradis
- Villa Pasteur
- Rue Paul Auster
- Rue Paul Paul Cézanne
- Rue Paul Vaillant Couturier
- Rue du Pavé de Grignon
- Rue Pearl Buck
- Voie des Pépinières
- Sentier du Perreux
- Rue du Perreux
- Allée du perruchet
- Place du Perruchet
- Rue du Petit Prince
- Rue Pierre Bigle
- Rue des Pins Sylvestres
- Passage de la Piscine
- Chemin de la Place de l'Eglise
- Rue des Platanes
- Rue du Plateau
- Allée Plein Sud
- Pont d'Espagne
- Allée de la Porte du Levant
- Avenue du Président Franklin Roosevelt
- Allée de la Prévoté
- Rue du Puits Dixmes
- Espace des Quatre Saisons
- Avenue Raymond Poincaré
- Rue Regnault Leroy
- Voie Rembrandt
- Avenue René Panhard
- Villa République
- Avenue de la République
- Rue de la Résistance
- Rue Robert Laporte
- Rue Robert Zivy
- Place Rolland Garros
- Allée Rolland Pilain
- Rue du Rompu
- Rue des Rosiers
- Allée Rouget de Lisle
- Sentier du Ru Pierre Bigle
- Rue Rue des Hameaux Fleuris
- Sentier des Savats
- Mail de Savoie
- Rochet Schneider Allée
- Rue Simone Veil
- Villa Sisley
- Boulevard de Stalingrad
- Allée Tennessee Williams
- Allée Théophraste Renaudot
- Avenue des Tilleuls
- Rue du Travy
- Carrefour des Trois Communes
- Sentier du Trou aux Renards
- Place Vincent Van Gogh
- Place de Verdun
- Allée des Vergers de Grignon
- Avenue de Versailles
- Contre Allée de Versailles
- Rue Victor Basch
- Rue Victor Hugo
- Villa Wagner
- Rue William Faulkner
- Rue William James
- Rue Yves Léger
- Rue Joséphine Baker
- Allée d'Ormesson

- La section courante de l'A86 et de la N186, leurs bretelles d'entrée et de sortie, reliant entre elles deux sections de routes à grande circulation ;
- Les itinéraires de substitution définis par arrêté portant réglementation temporaire de la circulation, en cas de fermeture totale ou partielle de l'A86/N186 pour permettre le contournement.